

Manager des risques sanitaires, alimentaires et environnementaux (MS)

RNCP36657 · RNCP · Publiée

L'essentiel

Niveau de qualification	Niveau 7
Code(s) NSF	200, 128f, 310
Formacode(s)	13254, 32037, 42881
Code(s) ROME	H1502, K1404, K1903, H1302, K1401
Type d'enregistrement	Enregistrement sur demande
Date d'enregistrement	01/07/2022
Date d'échéance	01/07/2024

Certificateur(s)

INSTITUT NATIONAL DES SCIENCES ET INDUSTRIES DU VIVANT ET DE L'ENVIRONNEMENT (AGROPARISTECH) · SIRET : 13000285000134

<https://formation-continue.agroparistech.fr/>

INSTITUT NATIONAL DES SCIENCES ET INDUSTRIES DU VIVANT ET DE L'ENVIRONNEMENT (AGROPARISTECH) - CAMPUS CLAUDE BERNARD · SIRET : 13000285000019

Partenaires habilités

2 organismes habilités, d'après la liste publiée par France compétences : 2 à former et organiser l'évaluation.

Organisme	SIRET	Habilitation
UNIVERSITE PARIS 1 PANTHEON SORBONNE	19751717000019	Former et organiser l'évaluation
UNIVERSITE PARIS CITE	13002573700011	Former et organiser l'évaluation

Résumé de la certification

OBJECTIFS ET CONTEXTE

Le nombre de grandes épidémies au niveau mondial a augmenté à mesure de l'accroissement de la population mondiale, de l'intensification des transports, de la dégradation de l'environnement et du développement des villes. L'activité humaine et les comportements humains, par leurs impacts sur la biodiversité ou le changement climatique, jouent un rôle majeur dans la propagation de maladies infectieuses. Ainsi, la multiplication et la complexité des échanges en matière de denrées, personnes, animaux et végétaux favorisent la transmission de virus, bactéries, toxines et parasites et engendrent parfois des crises sanitaires sans précédent.

Les entreprises se doivent de rester compétitives tout en satisfaisant les normes en vigueur, dont le niveau d'exigence varie d'une région du monde à l'autre et même d'un état à l'autre au sein d'une même zone géographique, comme l'union européenne par exemple.

L'objectif de la certification proposée est de permettre au manager des risques sanitaires alimentaires et environnementaux (MS) de prendre en considération tous les enjeux de la santé humaine, de la santé animale et de la santé environnementale et d'assurer une prise en charge globale du risque, à la fois sur le plan scientifique mais également juridique, politique, économique et social.

ACTIVITÉS VISÉES

Concevoir et négocier une politique de gestion des risques sanitaires et sa transcription juridique dans une démarche

de santé globale

Mettre en œuvre une politique de gestion des risques sanitaires et/ou de crises sanitaires

Assurer la conformité réglementaire des produits et/ou activités

COMPÉTENCES ATTESTÉES

Concevoir et négocier une politique de gestion des risques sanitaires et sa transcription juridique dans une démarche de santé globale

Recenser les sources de documentation institutionnelles et législatives pertinentes sur les thématiques sanitaire, alimentaire et environnementale, en effectuant une recherche active sur les différents supports disponibles (publications et sites Internet, notamment Légifrance, Eur-lex, sites des ministères chargés de l'agriculture, de l'environnement, de la santé, de l'économie, des institutions européennes) en vue de les exploiter

Recenser par le biais d'une cartographie, les acteurs des domaines juridique, scientifique, économique et social en charge de l'évaluation des risques sanitaires et les mobiliser dans un réseau d'experts, en fonction de leur compétence, pour concevoir une politique de gestion des risques sanitaires

Analyser les incertitudes de la situation, au regard des données et informations disponibles, pour en déduire le besoin supplémentaire en évaluation scientifique des risques sanitaires

À partir des données collectées (rapports d'évaluation, publications) et des informations recueillies auprès des experts, réaliser une synthèse de l'évaluation des risques en identifiant avec précision les points clés de la situation (enjeux sanitaires et socio-économiques) pour permettre une gestion des risques adéquate

Concevoir différents scénarios en hiérarchisant les enjeux sanitaires et socio-économiques et en combinant des outils de gestion des risques sanitaires pour proposer une politique de gestion des risques adaptée

Présenter le scénario le plus pertinent au vu des objectifs fixés par l'organisme employeur pour permettre une gestion des risques adaptée et optimale

Concevoir et rédiger des dispositifs juridiques s'inscrivant dans les systèmes juridiques existant en maîtrisant les processus, les acteurs et les étapes d'adoption des textes juridiques pour mettre en place la politique de gestion des risques sanitaires retenue

Construire un argumentaire (écrit ou oral) cohérent au service des positions défendues (enjeux socioéconomiques et sanitaires et intérêts de l'organisme) et utiliser les outils et méthodes de négociation pour mobiliser et convaincre un réseau d'acteurs clés en matière d'adoption des politiques sanitaires, afin de faire adopter par le plus grand nombre la politique de gestion des risques sanitaires

Mettre en œuvre une politique de gestion des risques sanitaires et/ou de crises sanitaires

Décliner la politique de gestion des risques sanitaires et/ou de crises en proposant des mesures concrètes pour le bon fonctionnement de l'organisme et de son environnement

Constituer et animer une équipe en identifiant les compétences nécessaires en prenant en compte les situations de handicap des membres de l'équipe si besoin pour leur confier des missions adaptées, en organisant des bilans intermédiaires réguliers pour s'assurer de l'avancée des tâches attribuées afin de mettre en œuvre les mesures de gestion des risques sanitaires

Être à l'écoute des signaux faibles pouvant impacter l'organisme en utilisant le système de veille et de prospective juridique, scientifique, économique et sociale mis en place dans l'organisme et déterminer leur niveau d'importance pour anticiper l'imprévu voire l'impensable en matière d'impacts sanitaires, alimentaires et environnementaux

Piloter la cellule de crise afin de faire cesser la crise tout en permettant de continuer l'activité, en adaptant rapidement les options de gestion choisies si la situation évolue, en conservant ses facultés intellectuelles en environnement sous pression et en ayant le sens des responsabilités dans une situation de stress

Communiquer de façon claire et transparente en élaborant un discours factuel et diplomate afin de transmettre des consignes et de rassurer les différents acteurs pour permettre la continuité des activités

Organiser un retour d'expérience avec les membres de la cellule de crise en réalisant un diagnostic pour repérer les points positifs et les points critiques dans la gestion de crise sanitaire

Interpréter les résultats du diagnostic et proposer un plan d'actions pour améliorer l'efficacité, l'effectivité et l'efficience des mesures de gestion de crise de manière à faire progresser la prévention des risques sanitaires au sein de la structure

Assurer la conformité réglementaire des produits et/ou activités

Recenser et analyser de façon critique les textes juridiques et normatifs qui s'appliquent à la situation afin de situer l'organisme employeur dans son environnement juridique

Dans un objectif d'aide à la décision, traduire des obligations réglementaires en notes et/ou procédures en s'appuyant sur l'analyse critique des textes juridiques et normatifs applicables afin de permettre à l'ensemble des services

concernés de résoudre des problèmes complexes de réglementation

Construire un argumentaire juridique écrit et oral au service des positions défendues après avoir analysé de façon critique la réglementation qui s'applique à la situation, afin de défendre les intérêts de l'organisme employeur

Blocs de compétences

RNCP36657BC01 — Concevoir et négocier une politique de gestion des risques sanitaires et sa transcription juridique dans une démarche de santé globale

LISTE DE COMPÉTENCES

Recenser les sources de documentation institutionnelles et législatives pertinentes sur les thématiques sanitaire, alimentaire et environnementale, en effectuant une recherche active sur les différents supports disponibles (publications et sites Internet, notamment Légifrance, Eur-lex, sites des ministères chargés de l'agriculture, de l'environnement, de la santé, de l'économie, des institutions européennes) en vue de les exploiter

Recenser par le biais d'une cartographie, les acteurs des domaines juridique, scientifique, économique et social en charge de l'évaluation des risques sanitaires et les mobiliser dans un réseau d'experts, en fonction de leur compétence, pour concevoir une politique de gestion des risques sanitaires

Analyser les incertitudes de la situation, au regard des données et informations disponibles, pour en déduire le besoin supplémentaire en évaluation scientifique des risques sanitaires

À partir des données collectées (rapports d'évaluation, publications) et des informations recueillies auprès des experts, réaliser une synthèse de l'évaluation des risques en identifiant avec précision les points clés de la situation (enjeux sanitaires et socio-économiques) pour permettre une gestion des risques adéquate

Concevoir différents scénarios en hiérarchisant les enjeux sanitaires et socio-économiques et en combinant des outils de gestion des risques sanitaires pour proposer une politique de gestion des risques adaptée

Présenter le scénario le plus pertinent au vu des objectifs fixés par l'organisme employeur pour permettre une gestion des risques adaptée et optimale

Concevoir et rédiger des dispositifs juridiques s'inscrivant dans les systèmes juridiques existant en maîtrisant les processus, les acteurs et les étapes d'adoption des textes juridiques pour mettre en place la politique de gestion des risques sanitaires retenue

Construire un argumentaire (écrit ou oral) cohérent au service des positions défendues (enjeux socioéconomiques et sanitaires et intérêts de l'organisme) et utiliser les outils et méthodes de négociation pour mobiliser et convaincre un réseau d'acteurs clés en matière d'adoption des politiques sanitaires, afin de faire adopter par le plus grand nombre la politique de gestion des risques sanitaires

MODALITÉS D'ÉVALUATION

Mises en situation professionnelle, analyse, rédaction et négociation de textes juridiques et simulation d'une négociation sous le régime de la procédure législative ordinaire

RNCP36657BC02 — Mettre en œuvre une politique de gestion des risques sanitaires et/ou de crises sanitaires

LISTE DE COMPÉTENCES

Décliner la politique de gestion des risques sanitaires et/ou de crises en proposant des mesures concrètes pour le bon fonctionnement de l'organisme et de son environnement

Constituer et animer une équipe en identifiant les compétences nécessaires, en prenant en compte les situations de handicap des membres de l'équipe si besoin pour leur confier des missions adaptées et en organisant des bilans intermédiaires réguliers pour s'assurer de l'avancée des tâches attribuées afin de mettre en œuvre les mesures de gestion des risques sanitaires

Être à l'écoute des signaux faibles pouvant impacter l'organisme en utilisant le système de veille et de prospective juridique, scientifique, économique et sociale mis en place dans l'organisme et déterminer leur niveau d'importance pour anticiper l'imprévu voire l'impensable en matière d'impacts sanitaires, alimentaires et environnementaux

Piloter la cellule de crise afin de faire cesser la crise tout en permettant de continuer l'activité, en adaptant rapidement les options de gestion choisies si la situation évolue, en conservant ses facultés intellectuelles en environnement sous pression et en ayant le sens des responsabilités dans une situation de stress

Communiquer de façon claire et transparente en élaborant un discours factuel et diplomate afin de transmettre des consignes et de rassurer les différents acteurs pour permettre la continuité des activités

Organiser un retour d'expérience avec les membres de la cellule de crise en réalisant un diagnostic pour repérer les

points positifs et les points critiques dans la gestion de crise sanitaire

Interpréter les résultats du diagnostic et proposer un plan d'actions pour améliorer l'efficacité, l'effectivité et l'efficience des mesures de gestion de crise de manière à faire progresser la prévention des risques sanitaires au sein de la structure

MODALITÉS D'ÉVALUATION

Mises en situation professionnelle

RNCP36657BC03 — Assurer la conformité réglementaire des produits et/ou activités

LISTE DE COMPÉTENCES

Recenser et analyser de façon critique les textes juridiques et normatifs qui s'appliquent à la situation afin de situer l'organisme employeur dans son environnement juridique

Dans un objectif d'aide à la décision, traduire des obligations réglementaires en notes et/ou procédures en s'appuyant sur l'analyse critique des textes juridiques et normatifs applicables afin de permettre à l'ensemble des services concernés de résoudre des problèmes complexes de réglementation

Construire un argumentaire juridique écrit et oral au service des positions défendues après avoir analysé de façon critique la réglementation qui s'applique à la situation, afin de défendre les intérêts de l'organisme employeur

MODALITÉS D'ÉVALUATION

Cas pratique juridique, analyse, rédaction et négociations de textes juridiques

Secteur d'activité et type d'emploi

SECTEURS D'ACTIVITÉS

Industries agroalimentaires (production, transformation, transport, distribution, restauration collective ou commerciale...)

Industries pharmaceutiques, phytopharmaceutiques et cosmétiques

Branches professionnelles et interprofessionnelles de l'agriculture et de l'agroalimentaire

Cabinets d'audit et conseil

Cabinets d'avocats

Entreprises du secteur industriel

Ministères, services déconcentrés et décentralisés, agences en charge de la sécurité sanitaire alimentaire et/ou environnementale

TYPE D'EMPLOIS ACCESSIBLES

Chargé de mission risque sanitaires alimentaires et environnementaux

Responsable risque sanitaires alimentaires et environnementaux

Directeur risque sanitaires alimentaires et environnementaux

Marché du travail

Indicateurs au niveau des familles professionnelles (FAP) des métiers visés, agrégés au niveau national — France Travail / DARES (open data).

Tension de recrutement (DARES 2024)	Très élevée (5/5) Moyenne pondérée par l'emploi ; les familles ci-dessous s'échelonnent de 3 à 5 sur 5.
Facteurs principaux	Lien formation-emploi, Manque de main-d'œuvre disponible
Salaire médian (mensuel)	2 545 €
Diplôme le plus fréquent	Diplôme de niveau bac+5 ou plus (doctorat, master ou équivalent) en sciences humaines et droit (58 % des actifs en emploi)

Familles professionnelles (FAP)	G1X70 — Techniciens et agents de maîtrise en intervention technique en Hygiène Sécurité Environnement -HSE industriel et protection du patrimoine naturel · tension 5/5 (Très élevée) H0X40 — Ouvriers qualifiés du contrôle qualité et de laboratoire · tension 5/5 (Très élevée) H0X90 — Techniciens du contrôle qualité · tension 5/5 (Très élevée) H1X91 — Ingénieurs et cadres techniques en Hygiène Sécurité Environnement -HSE- industriels et exploitation éco-industriel · tension 3/5 (Modérée) H1X93 — Ingénieurs des méthodes de production, du contrôle qualité · tension 5/5 (Très élevée) L5X91 — Juristes et avocats · tension 3/5 (Modérée)
Projets de recrutement (BMO 2026)	13 367
Jugés difficiles à recruter	44 %
Emplois saisonniers	8 %
Familles professionnelles (FAP)	G1X70 — Techniciens et agents de maîtrise en intervention technique en Hygiène Sécurité Environnement -HSE industriel et protection du patrimoine naturel H0X40 — Ouvriers qualifiés du contrôle qualité et de laboratoire H0X90 — Techniciens du contrôle qualité H1X91 — Ingénieurs et cadres techniques en Hygiène Sécurité Environnement -HSE- industriels et exploitation éco-industriel H1X93 — Ingénieurs des méthodes de production, du contrôle qualité L5X91 — Juristes et avocats

Voies d'accès

PRÉREQUIS À L'ENTRÉE EN FORMATION

Conformément au règlement des Mastères Spécialisés, pour accéder à la formation, il convient d'être titulaire :

- d'un diplôme d'ingénieur habilité par la Commission des Titres d'Ingénieur (liste CTI) sans spécificité de spécialisation
- d'un diplôme de 3ème cycle habilité par les autorités universitaires (Master...) ou diplôme professionnel cohérent avec le niveau 7 en sciences du vivant, sans spécificité de spécialisation ou diplôme de pharmacien, vétérinaire, médecin
- d'un diplôme de niveau 6 en sciences du vivant, sans spécificité de spécialisation, pour des candidats justifiant d'au moins trois années d'expérience professionnelle
- d'un titre inscrit au RNCP niveau 7 européen dans le domaine des sciences du vivant
- d'un diplôme étranger équivalent aux diplômes français exigés ci-dessus

Par dérogation la formation accueille des auditeurs ne remplissant pas les critères précédemment listés, le pourcentage total des dérogations prévues au a) et au b) ci-dessous ne devant pas excéder 40% :

- a) pour 30 % maximum de l'effectif d'une promotion ayant un niveau 6 validé ou équivalent sans expérience professionnelle dans le secteur agroalimentaire, santé, environnement, sans spécificité de spécialisation ou ayant un diplôme de niveau 6 justifiant d'une expérience adaptée de 3 ans minimum dans le secteur agroalimentaire, santé, environnement des, sans spécificité de spécialisation
- b) pour 10% maximum de l'effectif d'une promotion (la CGE autorise jusqu'à 40%) de l'effectif d'une promotion, les candidats avec VAPP (Validation des Acquis Personnels et Professionnels) justifiant d'au moins 5 années d'expérience professionnelle pour lesquelles les activités exercées ont un lien avéré avec les compétences professionnelles visées par la formation (hors stage, césure, cursus initial en alternance)

Avant l'entrée en formation, les candidats à la certification doivent suivre une formation, dispensée par les enseignants chercheurs juristes d'AgroParisTech, leur permettant d'acquérir des compétences juridiques de base et de se familiariser avec le langage juridique. L'acquisition effective de ces fondamentaux est validée par un examen et est obligatoire avant l'entrée dans la certification.

COMPOSITION DU JURY — FORMATION CONTINUE, APPRENTISSAGE, CONTRAT DE PROFESSIONNALISATION, VAE

Le président du jury en sa qualité de responsable de la certification

1 enseignant chercheur de l'équipe pédagogique

1 représentant de l'organisme certificateur (directeur général)
3 professionnels experts exerçant dans les secteurs d'activités visés par la certification

Financement en alternance (NPEC)

Niveau de prise en charge d'un contrat d'apprentissage par les OPCO, fixé par France compétences par branche professionnelle (CPNE).

Prise en charge usuelle	8 690 €
Selon la branche	7 200 € – 8 880 €

Prise en charge	Branches concernées
8 690 €	Valeur par défaut · 207 branches
8 880 €	CPNE industries alimentaires diverses, CPNEFP Transformation Laitière, CPNEFP de la branche des industries de produits alimentaires élaborés
8 500 €	CPNEFP ICGV entreprises de la viande
8 494 €	CPNEFP dans les établissements d'enseignement privés sous contrat
7 200 €	CPNE de l'ingénierie, des services informatiques et du conseil

Base légale

Date de décision	01/07/2022
Durée de l'enregistrement	2 ans
Date d'échéance de l'enregistrement	01/07/2024

Statistiques

Année	Certifiés	Dont VAE	Insertion 6 mois	Métier 2 ans
2021	12	0	80 %	—
2020	6	0	100 %	83 %
2019	7	0	71 %	83 %
2018	9	0	89 %	88 %

Liens avec d'autres certifications

ANCIENNES VERSIONS

RNCP27820

NOUVELLE(S) CERTIFICATION(S)

RNCP40874

Pour plus d'informations

LIEN VERS LE DESCRIPTIF

<http://www2.agroparistech.fr/-MS-ALISeE-Management-des-risques-sanitaires-alimentaires-et-environnementaux-.html>

Fiche officielle (France Compétences)

<https://www.francecompetences.fr/recherche/rncp/36657/>